



*Sections de l'Oise*



# CDAS<sup>1</sup> du 4 avril 2019

## Résolution et Boycott

Madame la Présidente,

Les représentants **FO Finances** et **CGT Finances** s'étaient étonnés de lire dans la [note d'orientation](#) pour l'action sociale ministérielle du 30 janvier 2018 que le budget ministériel de cette année était en augmentation pour "*le maintien des moyens humains au sein des délégations départementales*".

Dans l'Oise, les moyens humains ont (encore) baissé en 2018.

Cette déperdition fragilise considérablement la continuité de service que sont en droit d'attendre nos 1000 agents actifs et nos 1000 retraités. Les prestations sont nombreuses et diverses, notre département accueille de nombreux nouveaux agents chaque année, plus de 100 arrivants en 2017 par exemple, ainsi qu'un nouveau service des douanes à Beauvais.

Tout ceci alimente en permanence la charge de travail.

Après avoir perdu un premier poste d'assistante en 2013, la délégation de l'Oise ne fonctionnait plus qu'avec une seule assistante, dont le poste a également été supprimé début 2018. Cet état de fait nous a durablement plongés dans une situation catastrophique.

Cette carence est inadmissible, *a fortiori* dans une période hyper-chargée en restructurations, très délicate pour les agents et leurs familles. Les personnels subissent déjà des baisses de salaires, des conditions de travail fortement dégradées, ainsi qu'une perte de prestations au niveau de la SRIAS<sup>2</sup> depuis la réforme territoriale.

**FO Finances** et **CGT Finances** défendent une action sociale locale de qualité au bénéfice de tous.

**FO Finances** et **CGT Finances** demandent qu'un appel à candidature soit lancé pour un poste d'assistante de délégation dans l'Oise. La réponse faite en CNAS<sup>3</sup> vendredi dernier est scandaleuse et inaudible : le Secrétariat Général botte en touche et joue le pourrissement de notre situation. De son point de vue "*parisianiste*", les ploucs de l'Oise que nous sommes

1 CDAS = Conseil Départemental de l'Action Sociale

2 SRIAS = Section Régionale Interministérielle d'Action Sociale

3 CNAS = Conseil National de l'Action Sociale

visiblement à leur yeux attendront bien une énième mise au point dans un énième Groupe de Travail, en Septembre, pour déterminer une énième fois "*qui fait quoi*" pour l'Oise.

De la part du Secrétariat Général, cela revient à prétendre pouvoir résoudre la quadrature du cercle : ils nous font tourner en bourrique, encore une fois, pariant sur notre résignation collective, mais ne résolvant RIEN.

En compensation des absences justifiées et légitimes de la déléguée de l'Oise et de l'assistante de la délégation de la Somme, l'ingérence de Lille ne suffira jamais à assurer le service présentiel dont nos collègues ont besoin.

Fermement, les représentants **FO Finances** et **CGT Finances** condamnent la volonté politique de l'administration de détruire l'action sociale, en organisant lentement mais sûrement sa régionalisation, aux dépens des délégations départementales.

En diminuant les crédits alloués, en supprimant des personnels, c'est la disparition pure et simple de la délégation de l'Oise qui est fomentée.

C'est une régionalisation rampante qui nous est imposée à petit feu, et qui aboutira à une action sociale purement interministérielle si nous nous laissons faire... si vous les laissez faire.

Car au delà de cet aspect politique, les représentants **FO Finances** et **CGT Finances** considèrent que l'administration doit tenir compte de l'humain. Une action sociale digne de ce nom ne propose pas un service dématérialisé "*do it yourself*" : le dialogue est primordial pour diagnostiquer une situation ou une difficulté et pour prescrire une aide, une subvention ou un prêt, pour réorienter vers l'assistante de service social, pour conseiller opportunément, pour trouver une solution de logement, y compris pour répondre à des urgences de relogement.

En divisant par 3 les effectifs de la délégation de l'Oise en 4 ans, Bercy a créé de toutes pièces une situation explosive de souffrance au travail. Cette asphyxie est voulue, dans l'Oise comme dans de nombreuses autres délégations. Car le cas de l'Oise n'est pas isolé, il n'y a pas de hasard dans notre sort, il n'y a pour nos dirigeants que des opportunités de parvenir à une action sociale régionalisée le plus rapidement possible.

Depuis le CDAS de mars 2018, après une [audience](#) stérile avec la conseillère d'Olivier [DUSSOPT](#), après l'audience obtenue avec Isabelle COURANT<sup>4</sup>, en jouant encore et toujours la montre en CNAS vendredi, Bercy décide officiellement de laisser l'Oise sans oxygène une année de plus, en espérant bien que personne n'y survivra.

C'est pourquoi nous boycottons ce CDAS.

---

4 Demande intersyndicale, audience le 29/11/2018